



## Questionnaire de PNC-France aux candidats à l'élection présidentielle

---

Madame, Monsieur,

Le changement climatique devient une réalité tangible qui inquiète à juste titre les jeunes générations. Le gaz carbonique, largement responsable de ce réchauffement, s'accumule dans l'atmosphère : c'est pourquoi nous estimons qu'il faut en réduire les émissions le plus vite possible mais, responsables, que nous devons le faire en maîtrisant l'impact socio-économique de la transition énergétique.

Le moyen le plus rapide et efficace pour décarboner nos activités passe par une électrification des usages car, avec notre électricité décarbonée, le gain en émissions est immédiat et quasi total. C'est pourquoi malgré les économies d'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique, qui devront être mises en œuvre à coût supportable, la consommation d'électricité va croître significativement dans les prochaines décennies.

L'électricité, devenue un bien essentiel, va conditionner notre futur : il est urgent que soient prises les décisions pragmatiques qui s'imposent pour augmenter nos capacités de production afin d'assurer en toutes circonstances et en toute indépendance une fourniture d'électricité répondant aux besoins de nos concitoyens et de notre économie. La guerre tragique en Ukraine exige de sortir de notre dépendance au gaz naturel.

**Vous êtes candidat(e) à la Présidence de la République. Vos électeurs potentiels ont besoin de connaître vos intentions dans le domaine de l'énergie, et nous vous serions reconnaissants de bien vouloir répondre aux questions suivantes, conjointement rédigées par le bureau de l'association ainsi que par PNC2100, le groupe des jeunes de Patrimoine Nucléaire et Climat (PNC-France : <https://pnc-france.org/>).**

Vous êtes invités à nous retourner vos réponses aux questions ci-dessous et tout commentaire qui vous paraît utile à l'information des électeurs pour **le 28 mars 2022** au plus tard :

- Soit par voie électronique à [pncfrance.secretaire@gmail.com](mailto:pncfrance.secretaire@gmail.com) ;
- Soit par voie postale à : PNC-France, 9 rue du Brûlet, 69110 Ste Foy Lès Lyon.

**Le bilan des réponses (ou non-réponses) sera publié début avril 2022.**

# Gouvernance

1. La transition énergétique et en particulier les actions nécessaires à la maîtrise du changement climatique, couvrent toutes les missions d'un gouvernement.

**Quelle organisation gouvernementale mettriez-vous en place pour gérer le portefeuille « énergie » ?**

Intégrer le domaine de l'énergie dans le ministère de l'industrie ?

OUI / ~~NON~~

Créer un grand ministère de l'énergie et de la réindustrialisation ?

OUI / ~~NON~~

Conserver le rattachement du domaine de l'énergie au ministère de l'environnement ?

~~OUI~~ / NON

Autre proposition :

-----  
-----  
-----  
-----

**Quelles sont les qualités que vous prioriserez pour la personnalité qui aura la charge de la transition énergétique ? (À classer de 1 à 6)**

- La rigueur scientifique 2
- La communication 6
- Les relations internationales 5
- L'expérience militante 4
- L'expérience électorale / le poids politique 3
- L'expertise technique 1

Association de Défense du Patrimoine Nucléaire et du Climat (PNC-France)

9 rue du Brûlet - 69110 Ste Foy lès Lyon

N° SIREN 893384362 - [pncfrance.secretaire@gmail.com](mailto:pncfrance.secretaire@gmail.com)

2. Le marché européen de l'électricité a démontré ses limites depuis plusieurs mois :  
**Quel type de réforme allez-vous proposer ?**

A. **Je souhaite réformer le marché européen mais garder les fondements du système actuel** qui mutualise les moyens de production et **fixe un prix de marché spot européen**

B. **Je souhaite une réforme plus globale du marché de l'électricité**, avec des prix qui sont fixés à l'échelle nationale **et qui reflètent les moyens de production du pays**, tout en mutualisant au niveau européen les moyens de secours

Réponse : ~~A~~ / B

Commentaires :

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----

# Politique énergétique nationale

3. **Considérez-vous que le nucléaire est une énergie durable et d'avenir ou seulement une énergie de transition, au sens de l'acte délégué sur la taxonomie européenne ?**

**DURABLE / ~~DE TRANSITION~~**

Soutenez-vous le projet de construction d'au moins 3 paires d'EPR2 le plus rapidement possible, accompagnant une relance industrielle ?

**OUI / ~~NON~~**

Êtes-vous favorable au maintien et au développement au-delà de 2050 d'un socle solide de production d'électricité reposant sur l'énergie nucléaire décarbonée et pilotable, sachant que cela supposera une accélération des mises en construction?

**OUI / ~~NON~~**

4. **Dans ce cadre, supprimerez-vous la limitation à 50 % de la contribution du nucléaire figurant dans la loi actuelle ?**

**OUI / ~~NON~~**

Commentaires :

~~Il est nécessaire que RTE établisse des scénarios allant plus loin que le scénario N03 en matière de consommation/production d'électricité en 2050 et de la part du nucléaire au-delà de 50%. RTE devra débattre de ces questions avec les industriels concernés, l'académie des sciences et l'académie des technologies ainsi qu'avec des ONG scientifiquement et techniquement compétentes~~

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----

5. Pour vous, un mix électrique réaliste en 2050 est constitué de : (cocher une case par ligne)

	BEAUCOUP	UN PEU	PAS DU TOUT
Biomasse		✓	
Éolien terrestre		✓	
Éolien en mer		✓	
Hydraulique	✓		
Nucléaire	✓		
Solaire		✓	

Autres, ou commentaires :

Il est important que la France dispose du maximum de moyens de production pilotables décarbonés pour la sécurité d'approvisionnement national et aussi pour celle du réseau européen compte tenu de la politique de l'Allemagne qui mise essentiellement sur le développement des moyens intermittents avec des back-up carbonés.

-----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----

6. Pour garantir nos approvisionnements électriques dans le futur, le mix électrique français doit-il reposer sur :

- Un nucléaire majoritaire complété par des moyens de production renouvelable ?

OUI / ~~NON~~

- Des énergies renouvelables intermittentes majoritaires complétées par des moyens de production pilotable ?

~~OUI~~ / NON

7. Aujourd’hui près des 2/3 de notre consommation d’énergie finale (1100 TWh sur 1600 TWh) proviennent des énergies fossiles, l’électricité, largement décarbonée en France, ne représentant que le tiers restant (480 TWh).

Pour décarboner l’industrie, les transports ou encore l’habitat, une électrification massive des usages est nécessaire. Dans son dernier rapport, RTE proposait différentes trajectoires de consommation d’électricité envisagées à l’horizon 2050 selon des choix sociétaux et économiques différents.

**Quel objectif de consommation d’électricité en 2050 vous paraît-il raisonnable de retenir ?**

<b>A</b>	<b>Une très forte consommation d’électricité</b> , conforme à l’estimation de l’Académie des sciences (+80%, 865 TWh) qui se caractérise par <b>une électrification massive des usages avec réindustrialisation</b>
<b>B</b>	<b>Une croissance importante de la consommation</b> , comme annoncée par le Président de la République (+ 60%, 750 TWh), fondée sur une sobriété forte (-40 % en termes d’efficacité énergétique) mais avec réindustrialisation du pays (scénario RTE+)
<b>C</b>	<b>Une croissance modérée de la consommation</b> (+35%, 650 TWh), fondée sur une sobriété forte et un maintien du secteur industriel existant sans développement massif de nouvelles industries (scénario de référence RTE)
<b>D</b>	<b>Une croissance quasi-nulle de la consommation</b> (+10%, 550TWh) avec une très importante sobriété, similaire à l’évolution prévue dans la SNBC qui, d’après RTE « <i>implique des changements profonds dans les modes de vie et l’organisation sociétale</i> » (scénario RTE-)

Objectif choisi : B

Commentaires :

RTE doit travailler dans cette optique

-----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----  
 -----

# Politique énergétique européenne

8. **Voterez-vous au niveau du Conseil européen en faveur de l'acte délégué de la taxonomie européenne ?**

OUI / ~~NON~~

Avez-vous des réserves sur certains points ?

que le gaz émetteur de CO2 soit classé au même niveau que le nucléaire qui n'en émet pas

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----

9. La Commission européenne fait pression sur la France (mise en demeure de mars 2019) pour que les concessions de gestion des barrages hydroélectriques soient mises en concurrence.

**Vous opposerez vous à cette volonté de la Commission européenne ?**

OUI / ~~NON~~

Commentaires :

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----

## Gestion du nucléaire existant

10. L'Europe fait face à une diminution considérable de ses moyens de production pilotables avec l'arrêt de centrales nucléaires (en Allemagne, UK, Belgique, ...) et de centrales à lignite et au charbon.

En France plus de 12 GWe de production pilotable (charbon, fioul et Fessenheim), soit l'équivalent d'une douzaine de réacteurs nucléaires, ont été fermés depuis 2005 sans autre compensation que des moyens intermittents.

Notre parc apparaît désormais clairement sous-dimensionné.

**Dans ce contexte, pensez-vous que la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim était une erreur ?**

**OUI / ~~NON~~**

Commentaires :

Le PCF et ses élus se sont fortement opposés à sa fermeture

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----

**Dans ce contexte, vous opposerez-vous aux fermetures anticipées de 12 autres réacteurs entre 2026 et 2035 telles que prévues par la PPE, sachant que leur durée de fonctionnement peut être prolongée grâce au grand carénage (sous réserve d'agrément de l'Autorité de Sécurité Nucléaire) ?**

**OUI / ~~NON~~**

Commentaires :

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----



11. La prolongation de fonctionnement de centrales à eau légère du même modèle que les nôtres est autorisée de 60 à 80 ans aux États-Unis.

En France, la loi ne fixe pas de limite de durée d'exploitation des centrales nucléaires. Le seuil de 40 ans, qui s'appliquait aux durées d'amortissement initiales des installations nucléaires, a été considéré par l'Autorité de Sûreté Nucléaire comme étape nécessaire de révision complète de la sûreté des installations, avec un objectif de sûreté comparable à celui de la dernière génération de réacteurs.

**Dans ces conditions êtes-vous favorable à l'exploitation des centrales nucléaires jusqu'à 60 ans ou davantage, tant que les conditions de sûreté requises par l'ASN sont réunies ?**

OUI / ~~NON~~

12. La technologie d'enfouissement dans un stockage géologique des déchets les plus radioactifs est une solution reconnue internationalement comme sûre et mature. La construction de sites de stockage géologique est désormais autorisée en Finlande et en Suède. En France, la Demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) a obtenu un avis très favorable de la commission d'enquête.

**Êtes-vous favorable au lancement immédiat de la Demande d'Autorisation de création (DAC) du projet CIGEO ?**

OUI / ~~NON~~ D'ailleurs nous avons participé à la consultation publique par le dépôt d'un cahier d'acteur qui allait dans ce sens et avons voté la réversibilité

Si non, quelle solution alternative proposez-vous pour la gestion des déchets nucléaires ?

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----

# Développement du nouveau nucléaire

13. Le mécanisme d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) oblige EDF à revendre à bas prix une partie de la production de son parc nucléaire historique à d'autres fournisseurs d'électricité pour que ces derniers puissent investir dans de nouveaux moyens de production pilotables et créer ainsi un véritable marché concurrentiel favorable aux consommateurs, ce qu'ils n'ont pas fait. Or cette redistribution imposée par le législateur a réduit fortement les marges d'investissements d'EDF.

## **Que prévoyez-vous pour gérer la disparition de l'ARENH en 2025 ?**

Cette disparition de l'Arenh doit se placer dans une opération radicale de nationalisation des moyens de production et de distribution de l'électricité et la sortie du marché de l'énergie

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----

14. Les programmes de R&D sur les réacteurs surgénérateurs de 4<sup>ème</sup> génération sont en plein développement dans le monde (USA, Russie, Chine, UK, ...). Ces types de réacteurs permettraient à la France d'augmenter considérablement le rendement énergétique de l'uranium et son indépendance énergétique, tout en fermant le cycle du combustible.

## **Relancerez-vous ces programmes de recherche et développement de réacteurs surgénérateurs, avec un objectif clair d'industrialisation ?**

OUI/ ~~NON~~

Commentaires :

~~Le PCF a été depuis toujours favorable au développement des surgénérateurs qui ouvrent une perspective de très long terme à l'utilisation de la fission nucléaire et d'indépendance énergétique de la France. Nous avons été opposés à la fermeture du réacteur Superphénix. Dans ce domaine, il faut chercher les coopérations internationales les plus larges.~~

-----  
-----  
-----  
-----  
-----

Association de Défense du Patrimoine Nucléaire et du Climat (PNC-France)

9 rue du Brûlet - 69110 Ste Foy lès Lyon

N° SIREN 893384362 - [pncfrance.secretaire@gmail.com](mailto:pncfrance.secretaire@gmail.com)

15. Aujourd'hui, les délais de construction des projets nucléaires sont extrêmement longs car les procédures préalables à l'autorisation de création, et donc de début des travaux, sont mises en série (au moins 5 années, dont une majorité ressortent de contraintes administratives, non liées à la sûreté)

**Êtes-vous favorable à une réduction de ces délais administratifs ?**

**OUI / ~~NON~~**

Commentaires :

Tout à fait d'accord avec la recherche d'une réduction des délais administratifs. Dans cette recherche l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) est particulièrement concernée; consciente de l'effort à réaliser, elle doit être dotée des moyens nécessaires pour que cette réduction ne se traduise pas par des compromis dangereux pour la sûreté des nouveaux réacteurs. Par ailleurs, l'expérience de construction du réacteur EPR de Flamanville indique que les moyens de contrôle de fabrication par EDF doivent être particulièrement renforcés.

-----  
-----  
-----  
-----  
-----  
-----

Pour compléter les différentes réponses en cas de besoin, vous pouvez vous référer à notre cahier d'acteur : <https://cpdp.debatpublic.fr/cdpd-ppe/cahier-dacteur-ndeg89-parti-communiste-francais.html>

---

Vous êtes invité à nous retourner vos réponses aux questions ci-dessus et tout commentaire qui vous paraît utile à l'information des électeurs pour **le 30 mars 2022** au plus tard :

- Soit par voie électronique à [pncfrance.secretaire@gmail.com](mailto:pncfrance.secretaire@gmail.com) ;
- Soit par voie postale à l'adresse suivante : PNC-France, 9 rue du Brûlet, 69110 Ste Foy Lès Lyon.

**Le bilan des réponses (ou non-réponses) sera publié fin mars / début avril 2022.**